

Mai 2000

Un front commun afin de réinvestir au moins 10 milliards pour combler le déficit social, maintenant !

Investir massivement dans les programmes sociaux, ou bien atteindre le déficit zéro, réduire la dette et baisser les impôts, tel est le choix de société de l'heure. D'un côté se trouve l'intérêt des classes populaires, soit la très grande majorité de la population, et de l'autre celui du capital, c'est-à-dire de la haute finance, des entreprises et des spéculateurs.

Aujourd'hui, ce sont surtout les représentants du capital qui tiennent le haut du pavé. De la réduction du déficit zéro, leur priorité est devenue la réduction des impôts... sans oublier la réduction de la dette. Leur objectif est clair : accaparer pour eux seuls la plus grande part possible de la richesse sociale. Les profits records des banques le démontrent amplement.

Les classes populaires, quant à elles, se retrouvent avec des hôpitaux en crise, des écoles bondées et sous-équipées, des salaires stagnants, des emplois précaires et des conditions de travail stressantes à rendre malade. La prétendue prospérité produit une abondance de personnes exclues pour lesquelles on ne construit plus de logis sociaux et qui sont de plus en plus contraintes à choisir entre un logis et trois repas par jour. La dureté de la vie engendre de plus en plus de pauvreté et de violence dont les femmes et les enfants sont les premières victimes.

L'incessant matraquage des monopoles médiatiques essaient de nous convaincre que les dépenses sociales seraient responsables de l'endettement public. Ces quatre pages démontrent que ce discours est mensonger. Nous identifierons les véritables causes de l'endettement et la responsabilité des capitalistes et de ses représentants.

On verra qu'un régime fiscal discriminatoire est un des facteurs essentiels de l'endettement public. Les entreprises et les riches refusent de payer leur part. En plus d'obtenir baisses d'impôt et abris fiscaux, ils ont systématiquement recours aux détournements de fonds dans les paradis fiscaux.

Des gouvernements au service des profiteurs

Les gouvernements, au lieu de défendre les intérêts des personnes qui les élisent, reprennent le discours du patronat et des monopoles médiatiques. Ils cherchent à culpabiliser la population pour lui faire payer la dette.

Quand on connaît les origines et les amitiés des ministres au sein des deux gouvernements, on ne saurait s'en étonner. Ces connivences démontrent

clairement la parenté de classe entre le patronat et la classe politicienne des partis traditionnels.

Cette classe bourgeoise voudrait légitimer ses pillages en les codifiant dans des accords internationaux de libre-échange. Leur droit à l'exploitation que leur donne leur propriété des banques et des multinationales serait supérieur aux droits des gens et prévaudrait sur l'équilibre écologique de la planète.

Il est temps de revenir sur terre et de remettre les pendules à l'heure. Ce qui est réellement urgent, c'est de cesser d'engraisser une minorité qui accapare une part de plus en plus large de la richesse sociale.

La résistance se développe

Même si la bourgeoisie a encore l'initiative, la résistance se développe. On a vu à Seattle comment la convergence de la résistance des syndicalistes, des environmentalistes, des femmes et des jeunes a contribué à faire dérailler l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces forces portent l'espoir d'un monde plus humain, plus égal, plus libre.

Ces forces, on les voit aussi apparaître au Québec. Ce sont elles qui empêchent Ottawa d'écraser le peuple québécois. Ce sont elles qui obligent le PQ, en l'an 2000, à donner la priorité à un début de ré-investissement dans la santé et non à la baisse des impôts comme le laissent croire les grands médias.

Pour un front commun des différents secteurs de luttes

Nos luttes sont restées jusqu'ici trop dispersées. Il faut les unifier autour de campagnes centrales dépassant des cadres sectoriels. Seul la solidarité populaire peut vaincre l'unité des banques, des transnationales et des gouvernements à leur service autour de leur projet néolibéral.

Les revendications de la plupart des organisations ouvrières et populaires ont un point commun : un réinvestissement massif et immédiat dans les dépenses sociales. Les budgets gouvernementaux de l'an 2000 augmentent certes les dépenses sociales de 2 milliards \$, mais c'est à peine de quoi compenser l'inflation et la hausse de la population. C'est pourtant 20 milliards \$ que le *déficit zéro* a coûté au peuple québécois. Est-ce exagéré d'exiger qu'au moins 10 milliards \$ soient immédiatement réinvestis en dépenses sociales ?

Pour arriver à unifier nos luttes, il est essentiel que nous retirions toute confiance envers les partis qui défendent les spéculateurs et qui font leur pèlerinage à Wall Street après chaque élection. Il faut en finir avec la logique de la concertation et du partenariat. Dispersés, nous nous casserons le nez contre le mur néolibéral. Tous et toutes ensemble, nous aurons la force de briser ce nouveau *mur de la honte* .

D'où vient la dette publique ?

Depuis des années, les représentants du patronat et du gouvernement nous répètent sans cesse que la priorité pour notre société est la lutte contre les déficits et la dette avant la lutte contre la pauvreté, pour l'éducation et pour la santé. On nous parle sans cesse des dettes publiques (fédérale et provinciale) mais on ne fait pas le lien avec les dettes privées. Lorsque le gouvernement, pour éliminer le déficit, rembourser la dette et désormais baisser les impôts surtout des plus riches, coupe dans les salaires ou diminue les services publics, il ne fait que transférer la dette dans nos poches. Ainsi, avec moins de revenus, nous devons payer les entreprises privées pour nous fournir des services que l'on se payait collectivement à l'origine. Le fédéral pèle sa dette au provincial, qui la pèle aux municipalités, aux hôpitaux et aux écoles, qui la pèle aux travailleursEs, aux usagerEs et aux contribuables... et tous le long de ce processus, les banques continuent à amasser des intérêts.

Il faut d'abord relativiser l'importance prétendument catastrophique de la dette publique. Selon le Centre canadien des politiques alternatives, *“La Banque mondiale a évalué la valeur de nos ressources publiques par habitant et est arrivée au chiffre de 960 000\$ pour chaque personne vivant au Canada. Ce chiffre aide à relativiser la dette publique qui équivaut à 24 000\$ par personne.”*

De plus, en proportion de la totalité des marchandises produites par année par le Canada, la dette était plus importante en 1945 (à cause de la guerre). Mais, à cette époque, il n'y avait pas de phobie de la dette comme aujourd'hui. Par la suite, les dettes publiques ont diminué jusqu'en 1975. Ainsi pendant les années 60-début 70, alors que nous mettions en place nos programmes sociaux, nos écoles et nos hôpitaux, la dette n'augmentait pas.

[Graphique (petit), dette provinciale et fédérale (consolidé ou séparé) sur PIB 1930-2000.]

Les dettes publiques augmentent depuis 1975 et ce, à cause de la “*crise de surproduction*” dans laquelle le capitalisme est enfoncé depuis la fin des années 70. Apeuré, au sortir de la guerre, par l'explosion des luttes sociales en Occident et par les victoires des révolutions en Orient, les capitalistes ont alors dépensé démesurément pour s'armer jusqu'aux dents mais aussi pour acheter la paix sociale en augmentant la consommation et les programmes sociaux. Ayant ainsi réussi à reprendre le contrôle de la situation, mais au prix de la baisse de leur taux de profit, les forces capitalistes ont alors passé à la contre-attaque au tournant des années 80. Le patronat s'est alors mis à résister fortement aux augmentations salariales et aux dépenses sociales. Comme l'achat de maisons et d'autos avait déjà beaucoup endetté les gens, il en a résulté ce qu'on appelle une “*crise de surproduction*”. Ce qui signifiait que le pouvoir d'achat du peuple

et des gouvernements ne pouvait plus acheter toute la production. Les profits ne pouvant plus être investis dans la production réelle avec un taux de rentabilité suffisant aux yeux des capitalistes, ils se concentrèrent de plus en plus dans la spéculation, tout d'abord sur les dettes (les obligations), puis, depuis quelques années, surtout à la bourse (sur les actions).

Cette crise de surproduction réduit les revenus fiscaux, à cause de la stagnation des salaires. Puis, elle augmente les dépenses sociales (assurance-chômage, aide sociale et santé). En plus, pour s'assurer du maintien de leur taux de profit, les capitalistes ont, d'une part, obtenu des rabais d'impôt sur les profits et les revenus élevés et ont, d'autre part, prêté aux gouvernements à des taux d'intérêts élevés, surtout dans les années 80. C'est la combinaison de tous ces facteurs qui a causé la prétendue crise des déficits et de l'endettement public.

Un régime fiscal discriminatoire

Une des causes majeures de la croissance des dettes publiques est la baisse des impôts des riches et des compagnies. Comme dans la plupart des pays occidentaux, les politiques fiscales québécoises se sont converties au néolibéralisme. Le gouvernement vise donc à offrir une *fiscalité compétitive* aux entreprises pour garantir leur taux de profit. La baisse des revenus générés par les impôts des corporations depuis les années 70 illustre ce fait.

En 1950, les entreprises payaient presque le même montant d'impôt que les particuliers (3,2 contre 3,3 milliards). En 1992, les particuliers payaient au moins dix fois plus d'impôt que les entreprises (87,8 contre 7,4 milliards). En fait, selon une enquête commanditée par le gouvernement du Québec à la firme KPMG, la charge fiscale des compagnies au Québec est une des plus basses des pays industrialisés. Déjà, le Canada est le pays où les entreprises payent le moins d'impôts parmi les 7 pays les plus puissants de la planète, sauf le Royaume-Uni.

Il ne faudrait surtout pas oublier la fraude gigantesque que constituent les profits cachés dans les paradis fiscaux et que même Paul Martin, ministre des finances du Canada, utilise. En 1995, la revue professionnelle des comptables agréés indiquait qu'il y a présentement " *plus de 28 000 sociétés constituées aux îles Caïman, chiffre qui augmente au rythme d'environ 4 000 nouvelles sociétés chaque année. (...) La quasi-totalité des grandes sociétés multinationales canadiennes ont recours à des sociétés domiciliées à l'étranger dans le cadre de leur stratégie de gestion fiscale.* ».

La contribution des entreprises aux revenus du gouvernement du Québec est si faible que les taxes de vente, dont la TVQ, sont deux fois plus importantes. Ces taxes à la consommation (TPS, TVQ) sont régressives, c'est-à-dire que plus

nous sommes pauvres, et plus une part importante de notre revenu est dépensée dans ce type d'impôt. Il faut aussi garder à l'idée que grâce aux abris fiscaux, 98 000 canadiens gagnant plus de 100 000\$ ne paient pas d'impôt et au moins 20 millionnaires paient moins de 100\$ d'impôt ? ! ? (source : Centre canadien pour les politiques alternatives ; 10 mythes sur le déficit, p. 24-25)

Finalement, on pourrait résumer par l'idée suivante : la division fondamentale entre le travail et le capital qui traverse la société capitaliste s'exprime de plusieurs façons dans les finances publiques. Nous avons qu'à penser au fait que le travail (qui est la source de revenu de la majorité de la population) est imposé, en moyenne, à 30% en considérant les autres taxes à la consommation. Alors que les gains en capital (qui profite aux plus riches) sont imposés en moyenne à 5% (source : Lauzon et al. La fiscalité dans un contexte de virage à droite ; mémoire de la chaire à la commission sur la fiscalité, p.58). L'amplification de cette polarisation, prenant la forme d'une baisse d'impôt des riches et des entreprises, est une cause très importante de la croissance de la dette. Celle-ci ayant été remboursée par des coupures dans les programmes sociaux.

Dans un encadré (écrit blanc sur noir) :

Divers moyens pour contribuer massivement aux dépenses publiques sans s'endetter

Un gel des paiements d'intérêt sur la dette publique (auxquels les québécoisES contribuent pour près de 20 milliards \$)

Un impôt important sur les profits et les revenus personnels élevés, y compris sur les gains de capitaux.

L'imposition progressive de la richesse mobilière et immobilière, ainsi que l'élimination des paradis fiscaux et des abris fiscaux des riches.

Forte taxation de l'héritage au-delà du seuil moyen de richesse des ménages.

La récupération des impôts différés des entreprises.

L'abolition de la TPS et de la TVQ

Contre la crise économique majeure qui s'en vient

La prospérité, quelle prospérité ?

Les analystes officiellEs, c'est-à-dire ceux et celles que les médias consultent et interviewent, ne cessent de vanter une prospérité jamais vue depuis les années 60. S'il est vrai que la production augmente depuis 1992, cette croissance n'a jamais été aussi modeste depuis 1945. Pour la grande majorité des gens, la prospérité laisse un goût amer d'exclusion et de pauvreté, de précarité et d'insécurité, de stagnation salariale et de services publics se détériorant, et aussi de solitude et de violence.

Les statistiques corroborent tout à fait ce sentiment de morosité dans la prospérité. Le revenu familial moyen est le même en 1999 qu'en 1989 malgré une augmentation de la productivité du travail de 11% durant cette période. Le taux de pauvreté du Québec s'est accru de 50% entre 1989 et 1997.

En un mot, les compagnies et les détenteurs de capital se sont enrichis en s'accaparant la totalité des gains de notre meilleure efficacité au travail. Pendant ce temps, les pauvres se sont appauvris suite à la stagnation salariale et aux coupures dans les programmes sociaux. Même le bien-être de la famille moyenne a reculé car avec son revenu inchangé elle paie plus d'impôts pour moins de services publics.

Une montagne de dettes

Si les compagnies s'enrichissent en produisant plus efficacement sans augmenter les salaires, tout en enrichissant les 10 % ou 20 % de la population qui sont leurs actionnaires, comment nous, qui nous nous appauvrissons, pouvons-nous acheter une production sans cesse croissante ? En réalité ce serait impossible si ce n'était de l'endettement record des travailleurs et travailleuses pour s'acheter des maisons et des autos de même que des exportations records du Canada vers les États-Unis, exportations qui dépassent de beaucoup nos importations de ce pays.

Par rapport à leurs revenus, jamais les classes ouvrière et populaire n'ont été aussi endettées depuis qu'on tient des statistiques sur le sujet, et jamais non plus n'ont-elles si peu épargnées depuis la grande crise des années 30. Même les riches, à cet égard, se comportent comme les travailleurSEs, mais pour des raisons totalement différentes.

Les travailleurs s'endettent et n'épargnent pas parce qu'ils s'appauvrissent ou que leurs salaires stagnent, tout en recevant moins de services publics. Les riches, eux, voyant la valeur de leurs actions s'envoler vers le ciel, non seulement ne voient-ils pas la nécessité d'épargner, même s'ils en ont les moyens, mais vont jusqu'à emprunter pour spéculer en bourse dans l'espoir de gains rapides.

Le chaos mondial finance la prospérité des États-Unis dont nous dépendons

Si les États-Unis sont riches au point de nous acheter plus qu'ils nous vendent, pourquoi ne les imitons-nous pas ? Le Québec et le Canada en sont incapables — heureusement — parce que seules les États-Unis ont la puissance économique et militaire pour créer le chaos à la largeur de la planète. Ainsi, les riches des pays pauvres, et même leurs gouvernements, sont fortement incités à placer leurs avoirs aux États-Unis pour les protéger des vicissitudes de la guerre, comme au Moyen-Orient ou dans les Balkans, et des aléas des crises, comme en Asie de l'Est, en Russie et en Amérique Latine.

Ces placements plus ou moins forcés aux États-Unis, qui égalent chaque année à près de la moitié de la production nationale du Canada, alimentent en grande partie la bulle boursière et donnent aux États-Unis les moyens de consommer plus qu'ils ne produisent. Le Canada, quant à lui, doit au contraire exporter plus qu'il n'importe pour avoir les moyens de payer sa dette au restant du monde.

Quelle belle complémentarité qui nous appauvrit et qui les enrichit ! Bien entendu, c'est la bourgeoisie américaine qui s'enrichit car le peuple américain souffre relativement plus d'inégalité et de pauvreté que les peuples québécois et canadien. La machine de guerre américaine coûte cher et ce ne sont pas les riches américains qui la paient.

Un système qui carbure au libre-échange

La clef de voûte de ce système est la capacité des États-Unis d'éponger les surplus des épargnes mondiales puis de les redistribuer selon leurs intérêts après leur passage à travers la bulle boursière. Ce système exige la libre circulation des capitaux qui doivent pouvoir quitter librement les pays où ils sont vers les États-Unis et quelques autres pays impérialistes dont le Canada, même s'il en est aussi victime.

Ensuite, ces capitaux doivent pouvoir exploiter librement la main-d'œuvre et les richesses naturelles des pays du tiers monde, au détriment de la santé des travailleurs et surtout des travailleuses, et de l'équilibre écologique.

Ce système serait donc impossible sans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et sans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui permettent aux États-Unis et, dans une moindre mesure, aux autres pays impérialistes, d'ouvrir les frontières des pays du tiers monde tout en maintenant les leurs presque fermées.

Un château de cartes prêt à s'effondrer... alors soufflons fort

Ce système est-il encore viable pour longtemps ? Comme la solidité de ce système repose sur une montagne de dettes, il est susceptible de panique au moindre contrecoup. Il en est rendu tellement tendu que même la spéculation boursière de Wall Street, qui en est le moteur, a reposé en 1999 sur la hausse vertigineuse des actions de seulement 6 % des compagnies listées, celles de la " *nouvelle économie* " liée à l'Internet.

Chose certaine, l'échec des négociations de l'OMC à Seattle sous les coups de boutoir des manifestations convergentes des syndicalistes, environnementalistes, jeunes, femmes et défenseurs et défenderesses des droits humains, relayées de l'intérieur par les pays du Sud, marquent peut-être un tournant qui met sur la défensive les forces néo-libérales. De même, le Contre Sommet de la jeunesse marque un début de rupture de masse avec la stratégie de concertation du PQ.

Tant la Marche des femmes, en octobre prochain, que le Contre Sommet des Amériques, en avril 2001 à Québec, pourraient donner un caractère de masse à une campagne des mouvements ouvrier et populaire pour un réinvestissement massif dans les dépenses sociales. Ce serait là l'apport du peuple québécois à la lutte mondiale contre le libre-échange et contre le néolibéralisme.

Un front commun pour un réinvestissement massif d'au moins 10 milliards pour combler le déficit social.

Pourquoi une campagne de 10 milliards ?

Depuis plusieurs mois, nous entendons sans cesse la même revendication, tant dans les bulletins de nouvelles, les lignes ouvertes, les manifestations, les grèves, les moyens de pression, etc... Tous les groupes et organisations, peu importe leur milieu d'intervention, demandent plus d'argent pour répondre aux besoins des citoyenNEs (travailleurSEs, femmes, chômeurSEs, étudiantEs, assistéEs sociaux). Rien d'étonnant à cela, depuis le début de l'offensive du "déficit zéro" par Ottawa en 1994, imité avec zèle par Québec, la totalité des 20 milliards de plus payés en impôts et taxes par les québécoisES a été entièrement engouffrée par la lutte contre le déficit. Cette somme correspond à deux fois l'actuel budget de l'éducation ou 1,5 fois l'actuel budget de la santé. Bref, les banques ont tout mangé sans laisser la moindre miette. Ces 20 milliards\$ pourraient sûrement satisfaire les demandes des syndicats du secteur public pour davantage de postes à temps plein et de meilleurs salaires ; celles des femmes pour l'équité salariale, un service de garderie universel et gratuit et des maisons de refuges ; celles du réseau de la santé pour de meilleurs soins aux malades et aux personnes âgées ; celles des étudiantEs et des jeunes pour plus d'équipements, de bourses, la gratuité scolaire et pour des programmes de création d'emploi ; celles des excluEs pour des revenus décents, du logement social et des programmes de formations accessibles et adaptées ; celles des écologistes pour le transport public, l'efficacité énergétique et le recyclage ; celles des régions pour une agriculture, des pêcheries et une foresterie durable, on arriverait à une somme supérieure à 10 milliards de dollars. Demander qu'au moins la moitié de ce montant, que nous payons sans rien obtenir en retour, nous soit immédiatement rendu n'est certainement pas exagéré. Il s'agit maintenant de synthétiser toutes nos demandes en une revendication globale portée par une campagne unifiée de tout le mouvement ouvrier, populaire, femme, jeune, écologiste, internationaliste, etc...

Pourquoi un front commun ?

Nos luttes actuelles ont une préoccupation commune, soit étudier et travailler pour vivre mieux et avoir plus de temps libre, nous, nos familles et nos amiEs, nos concitoyenNEs et tous les peuples de la terre. Cela se traduit nécessairement par une ré-injection massive de fonds dans des services publics et des programmes sociaux gérés démocratiquement. Présentement, nous luttons surtout de façon sectorielle en défendant les intérêts rattachés à notre milieu et notre champ d'intervention. Toute lutte doit certes commencer par-là. Mais ne pas franchir ce seuil c'est se contenter de gains minimes, de statu quo ou même de reculs. Ce fonctionnement écarte les analyses globales et les stratégies de changement à long terme, laissant tout l'espace à la mise en place

des politiques néo-libérales. Il faut opposer une revendication globale et une stratégie unifiée contre les banques, les transnationales et les gouvernements, tous unis pour nous écraser. Pour arrêter les coupures, regagner le terrain perdu et même davantage, il faut condenser nos luttes partielles en une seule et unique lutte politique et nationale.

S'ORGANISER POLITIQUEMENT, UNE NÉCESSITÉ!!!

Nous devons arrêter de jouer le rôle de quémandeurs en groupes dispersés que nos gouvernements s'amuse à monter les uns contre les autres. Nous devons reprendre notre place comme acteur et actrice politique de changement. Nous ne pouvons plus nous permettre de " discuter " avec des partis qui représentent la volonté des industries, des entrepreneurs et des spéculateurs. C'est justement ce partenariat avec le PQ de la part des directions syndicales et populaires qui est la cause des terribles reculs dus à la politique du déficit zéro. Pendant que nous laissons parlementer nos cheffEs nous nous démobilisons au point de les laisser accepter l'inacceptable au plus grand profit du patronat. Par contre, c'est à cause de la lutte des infirmières et du Contre Sommet de la jeunesse, même si cela semblait une défaite au premier coup d'œil, que le gouvernement du PQ a commencé à réinvestir quelque peu dans la santé et l'éducation. Il s'agit de prendre le relais avec autant de détermination et de courage. Dans le but de créer les bases d'un réel projet de société, ayant pour assises la justice sociale, la démocratie et la liberté, le PDS appelle à une vaste campagne nationale pour réinvestir 10 milliards maintenant afin de combler le déficit social. Seule l'ampleur de nos luttes pourra faire plier les forces capitalistes. À la condition de les unifier dans une lutte commune autour d'une même grande revendication qui chapeautera toutes nos luttes sectorielles.

Nous devons nous munir d'une structure politique qui permet l'épanouissement réel des citoyenNEs et qui met de l'avant des revendications et une analyse anti-capitaliste de la société. Les militantes et les militants du PDS sont conscientEs qu'un projet de société ne peut être réalisé que par le développement général des luttes sociales, dont le combat électoral est partie prenante. Le PDS se veut l'outil pour l'avancement des revendications et la force politique des classes populaires et ouvrières.